

LES VEILLÉES

DU

PÈRE BONSENS.

VOL. 1.

DE TOUT UN PEU

No. 10

Les Veillées du Père Bonsens se vendent 3 sous par livraison. Les personnes de la campagne ou de la ville qui désireraient recevoir cette publication à domicile pourront adresser à l'éditeur propriétaire, N. AGNIN à Belœil, Comté de Verchères ou au No. 34, Rue St. Gabriel Montreal, une somme quelconque en argent ou en estampilles, et il leur sera adressé des livraisons jusqu'à ce que le montant ait été épuisé. L'envoi équivaldra à un reçu. Toutes lettres, questions, suggestions, etc; destinées à l'éditeur, devront être adressées comme dessus.

Cinquième Entretien.

(Suite.)

Où monsieur Languille donne à Pétrus un conseil d'avocat qu'il se fait payer et où il fait gratuitement un long discours pour expliquer les raisons qui doivent empêcher un jeune homme de se mêler de politique. — Où Monsieur Bonsens fait l'histoire du traité de réciprocité, des causes de son abrogation, des conséquences que cela pourra avoir pour l'avenir du pays, et où il rappelle en un mot bien des choses oubliées dont beaucoup de gens n'aiment pas à se ressouvenir, etc., etc.

Languille. — Brave, innocent et naïf jeune homme, j'admire votre candeur et j'estime l'honnête simplicité de votre caractère. Mais auriez-vous la bonté de me dire à quoi serviraient les avocats si on laissait sans défense et sans secours les voleurs, petits ou grands, les escrocs de tous les étages, les spoliateurs en pantoufles de velours ou se promenant nu pieds? Croyez-moi cultivez vos choux avec un cœur pur, faites paître vos moutons et tondez leur blanche laine sans arrière pensée; mais ne comptez pas trop sur la justice des hommes. On représente cette bonne dame-là comme aveugle ou les yeux couverts d'un bandeau. Ce sont les artistes, gens primitifs, qui ont imaginé ces allégories incomplètes. S'ils m'avaient consulté avant de

commettre cette bévue je leur aurais dit de peindre une dévergondée portant des lunettes où à la place de verres on aurait placé des louis d'or.

Bonsens.—Mon jeune ami vous traitez ces choses-là bien gaiement et légèrement; je n'ai rien à dire de cela, car je ne veux pas vous effaroucher et lever au ciel des yeux indignés. Il faut que jeunesse se passe et je ris bien le premier de vos plaisanteries; mais pourtant il me semble que vous ne pouvez pas continuer sérieusement à faire votre carrière à protéger ainsi des coquins de bas étage. Il faudrait, ce me semble, viser plus haut et chercher des causes plus importantes et plus nobles.

Languille.—C'est bien aussi ce que je me propose de faire quand l'occasion s'en présentera et dès que les grands coquins s'adresseront à moi je serai fier de leur accorder l'usage de mes talents. Je pense qu'il me sera plus profitable d'être employé par des gros banqueroutiers, par des accapareurs d'héritages, par des commis de banques défalcataires que par des simples filous. Mais vous savez, Monsieur Bonsens, il y a un commencement à tout.

Julien.—Tenez, mon cher Monsieur Bonsens, je vous prie de ne pas prendre au sérieux mon ami. Il aime à rire de tout et pourrait vous occuper ainsi toute la nuit sans que vous en puissiez tirer rien de grave. Mais il ne faudrait pourtant pas le juger par là, car au fond, c'est, je vous assure, un bon cœur, un brave camarade et qui vaut mieux qu'il ne le dit.

Languille.—Oui, mon brave Julien, tout ce que je veux c'est le bien de la veuve et de l'orphelin.

Pétrus.—Satané farceur d'avocat, va! Il faut que je vous parle avant que vous partiez pour la ville. Il y a un homme qui prétend que je dois lui rendre l'ar-

gent d'un cheval qui est mort quinze jours après que je le lui ai vendu. Comme si c'était de ma faute à moi. Vous savez, Monsieur Languille, nous sommes tous mortels et nous pouvons tous partir d'un moment à l'autre.

Languille.—Donnez-moi votre affaire et vous verrez le beau discours que je ferai sur l'incertitude de la vie humaine.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Mais ce n'est pas un homme humain, c'est un geval !

Languille.—Raison de plus, mon vieux ; accroissement d'incertitude puisque le cheval n'est pas doué de la parole pour cacher ses maux, comme le font les hommes qui vont prendre une assurance sur la vie. C'était à l'acheteur de l'animal de le bien examiner, de ne pas croire tout ce que le vendeur en sa qualité de maquignon devait lui dire. Je ne vous demande pas, monsieur Pétrus, si vous aviez acheté la susdite bête à très-bas prix pour cause de mal incurable et si vous l'avez vendue très-cher sur sa belle apparence. C'est une affaire qui regardera votre confesseur, si vous jugez à propos de lui confier vos affaires professionnelles. Je ne vous demanderai pas non plus si vous aviez observé des signes par lesquels on peut reconnaître qu'un fier coursier est plus ou moins près du terme de sa course ; ce sont des secrets qui appartiennent à l'art que vous pratiquez et dans lesquels je n'aurai pas l'indiscrétion de m'immiscer. Tout ce que je me permettrai de voir dans cela c'est un homme à qui vous avez vendu un cheval, qui vous l'a payé et qui vous demande le remboursement de la somme que vous avez reçue. Je ne vois en vous qu'un persécuté ; en votre adversaire qu'un persécuteur injuste, puisqu'il veut que vous lui rendiez son argent tandis qu'il ne peut pas vous rendre votre cheval.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir !

Languille.—Comment ? Il n'aura qu'à voir. Pardonnez-moi, je vous prie. Il aura aussi à payer. Voyez-vous, monsieur Pétrus n'avait pas pensé à l'idée que je viens de lui donner, c'est-à-dire de lui communiquer, car de quoi vivrait un avocat, je vous prie, s'il donnait ses idées ? Ce n'est qu'une piastre pour cela, une pauvre piastre. Pendant que j'étudiais la logique et la dialectique sans gagner un sou monsieur Pétrus pouvait vendre des milliers de chevaux dyspeptiques et se

faire de beaux deniers ; il est juste qu'aujourd'hui je prélève sur ses profits, sans même lui demander s'ils sont honnêtes, une légère pitance. De cette manière nous vivrons tous. Je continuerai à défendre le faible contre le fort en attendant que je puisse défendre le fort contre le faible, ce qui rapporte davantage ; monsieur Pétrus pourra acheter par ici des chevaux qu'il vendra plus cher ailleurs et c'est ainsi que les hommes se rendent mutuellement service et c'est ainsi que la société repose sur la réciprocité...

Pétrus.—Tenez, monsieur Languille, voici votre piastre. Je vous la donne avec plaisir. Si mon homme me poursuit j'irai vous voir encore. Mais, à propos de réciprocité, dites-moi si c'est vrai que les américains ont définitivement terminé le traité de réciprocité. Voyez-vous j'ai grand intérêt à savoir cela, car presque tout mon commerce se fait avec les Etats et si c'est le cas je m'arrangerai en conséquence ?

Languille.—Un moment, monsieur Pétrus, comme nous sommes chez un ami je ne veux pas abuser de votre confiante quiétude. Si c'est un conseil d'avocat que vous me demandez dans l'intérêt de vos affaires, je vous dirai que ma réponse entrera dans la catégorie des choses de haut commerce et que j'aurai droit à un honoraire un peu plus élevé. Mais si c'est une simple nouvelle que vous désirez savoir, je vous dirai que je ne me mêle pas de politique. Avant de me lancer dans cette arène j'ai besoin d'étudier un peu de quel côté sont les chances de succès. Voyez-vous je n'ai pas envie de perdre mon avenir pour des gens que je ne connais pas et qui ne m'en sauront pas le moindre gré. Je veux examiner la situation à tête froide et reposée avant de me risquer, car je n'ai pas la moindre ambition de tomber écrasé entre deux partis qui riraient de ma déconvenue, de sacrifier les plus beaux jours de ma jeunesse et par conséquent de ma vie, sans avoir pris auparavant toutes les précautions possibles pour me mettre du bon côté ; c'est-à-dire du côté qui doit en fin de compte m'être le plus avantageux. Les principes politiques ne sont pas tellement tranchés qu'on ne puisse donner de fort bonnes raisons pour ou contre et de plus savants que moi s'y sont usés dans les deux sens. Je n'ai nullement envie de suivre leur exemple et si je me

lance un jour dans l'un des partis qui divisent notre pays et le monde, je veux que ce soit du moins avec quelque chance de faire mon chemin. Je me crois trop fort pour me poser en victime, trop faible pour jouer tout seul le triomphateur ou pour faire pencher la balance.

Bonsens.—Mais enfin, mon ami, vous avez une opinion. Moi-même je ne me mêle pas activement de politique, mais cela ne m'empêche pas de voir ce qui se passe, de juger nos hommes et leurs actions et d'en dire franchement ce que je pense. Mais si j'étais jeune comme vous, avec la parole aussi facile, il me semble que je ne pourrais m'empêcher de me jeter aussi dans la mêlée et d'essayer de rendre service à mon pays selon mes forces ; mais à mon âge...

Languille.—J'ai la douleur de ne pas partager votre opinion, monsieur Bonsens. Si j'étais vieux, je ne dis pas non. Je risquerais peu de chose ; mais au commencement de ma carrière c'est à y songer à deux fois. Supposez par exemple que je me prenne tout-à-coup d'un beau zèle pour les idées aristocratiques, pour les doctrines des conservateurs. Que j'aille aux portes des églises parler en faveur des prérogatives du pouvoir, des garanties d'ordre que donnent à la société les hommes qui veulent restreindre sans cesse les immunités populaires, je m'expose aux attaques virulentes de toute la gente rouge. On m'appelle esclave, vendu, ventru, éteignoir. On me suppose les motifs les plus vils, on passe en revue toute ma parenté, toute ma généalogie, afin de prouver que les liens de famille ne me permettent pas la moindre indépendance. D'un autre côté si je combats le pouvoir, si je déclare que le bonheur véritable des peuples dépend de l'étendue de leurs libertés ; si je veux qu'ils aient un contrôle plus direct et plus étendu sur leurs affaires ; si je demande qu'on introduise l'économie la plus stricte dans l'administration de la chose publique ; si je dis que le vote au scrutin assure la liberté des élections, empêche la corruption et permet aux citoyens de voter pour les hommes qui leur paraissent le plus dignes de leur confiance, sans avoir à redouter la persécution d'un créancier, d'un chef d'atelier, sans être obligés de discuter éternellement avec leurs voisins pour justifier leur préférence et leur vote ; si je demande qu'on tâche de vivre en paix avec tout le monde en respectant les institu-

tions que se donnent les peuples qui le peuvent faire ; si je demande que l'on consacre à l'éducation populaire toutes les sommes dont on peut raisonnablement disposer, au lieu de s'endetter à mettre sur pied des troupes inutiles, alors je m'expose soudain à toutes les injures de la presse conservatrice qui se déclare seule l'apôtre des bons principes, qui m'appelle énergumène, démagogue sanguinaire et impie, révolutionnaire affamé ; qui épie mes moindres actions pour les noircir, qui me fait calomnier dans ses colonnes par mille folliculaires anonymes, qui me fait calomnier tout bas dans la société par ses affidés. Voyez-vous, monsieur Bonsens, c'est à y songer à deux fois ; car un peu de précipitation peut me perdre à jamais. Qu'à la suite d'une lutte électorale à laquelle j'aurai pris une part active le parti que j'aurai défendu soit battu, je suis perdu peut-être à jamais. Mes adversaires me vouent une haine féroce et persévérante, tandis que mes amis se refroidissent à mon égard, et m'attribuent même en grande partie leur non-succès.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Il me semble que monsieur l'avocat a, comme disait notre curé dans un sermon, la prudence du serpent. Je ne le blâme pas ; chacun est maître de se conduire comme il l'entend ; mais si tout le monde faisait comme lui je ne sais pas comment irait le pays. car enfin personne ne se mêlerait de politique et le gouvernement nous mènerait à coup de fourche et brasserait nos écus à la pelle. On n'y verrait que du feu.

Androche.—On n'y verrait plutôt que de la fumée. Du feu encore ça pourrait nous chauffer et nous éclairer.

Jean-Claude.—Le feu serait pour les gros, la fumée pour nous aveugler.

Pétras.—Mais il me semble que tout ce beau discours que monsieur Languille nous a fait était pour nous dire qu'il ne veut pas se mêler de politique et tout ça parce que je lui ai demandé s'il était vrai que le traité de réciprocité se trouvait aboli sans rémission. Voulez-vous me dire ce qui en est, vous, monsieur Bonsens ; quoique vous ne vous mêliez pas de politique, vous ne vous gênez pas de nous dire ce qui se passe ni ce que vous en pensez.

Jérémié.—Et qu'est-ce que ça nous fait que ce traité soit aboli ou non ; ça ne nous regarde pas. Ça n'intéresse que ceux qui se mêlent de ces affaires-là, les

six plomates.

Pétrus.—Les diplomates, tu veux dire.

Jérémie.—Que t'es bête ! Quatre de plus ou de moins, ça ne fait pas grande différence. Ils sont toujours bien assez pour manger notre pauvre argent. Mais enfin qu'est-ce que ça peut nous faire ?

Bonsens.—Mon brave Jérémie, cette affaire-là est pour nous plus grosse que tu ne penses. Je crois devoir te donner là-dessus quelques explications qui pourront t'être de quelque utilité et je crois aussi qu'il est assez important que tous les cultivateurs, tous les marchands, tous les ouvriers, tous les électeurs en finissent à quoi s'en tenir là-dessus et connaissent clairement cette partie de l'histoire de leur pays. Si vous m'accordez un peu d'attention je pense pouvoir vous faire aisément comprendre la chose.

Jean-Claude.—Pour ma part j'écoute de toutes mes oreilles, car voilà longtemps que j'entends parler de la réciprocité et je ne sais pas trop où ça se trouve. J'ai hâte de savoir ce qui en est quoique je n'y aie pas d'affaire.

Languille.—Mon cher monsieur Bonsens, j'admire, en vérité, votre patience ; mais enfin ce que vous faites est bien. Pour moi je n'aurais jamais, il me semble, le courage de chercher à instruire ces pauvres gens comme vous le faites avec tant de dévouement.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Eh mais écoutez donc un peu vous aussi. Quoique vous soyez bien savant, peut-être qu'on pourrait encore faire un assez beau livre avec ce qui est resté en dehors de votre tête. Et peut-être aussi que quand le père Bonsens aura fini de s'expliquer, vous direz que vous ne faites que commencer à connaître plusieurs choses. Il en a remontré déjà à des docteurs qui se croyaient bien fins.

Languille.—Je vous demande mille excuses. J'allume mon cigare et j'écoute.

Bonsens.—Vous ne savez peut-être pas, mes amis, que quoique nous ayons le gouvernement constitutionnel nous n'arrangeons pas nos affaires comme nous le voulons. Nous avons bien, il est vrai, l'apparence d'un gouvernement représentatif avec une administration responsable au parlement ; mais nous n'en sommes pas moins sous le contrôle d'un pays autre que le nôtre, qui nous envoie des gouverneurs chargés d'approuver tout ce que nous faisons pourvu que cela s'accorde avec les intérêts et les vues

de ceux qui les nomment. Nous les payons, ces gouverneurs ; mais nous ne les choisissons pas. Si je vous faisais leur histoire, à tous ces fonctionnaires, je vous démontrerais qu'un gouverneur impopulaire a toujours été suivi d'un autre qui l'était moins et qui, lorsqu'il nous avait fait prendre patience par des concessions ou une apparence de libéralisme, était lui-même remplacé par un autre moins facile et dont les instructions semblaient lui dicter de regagner autant que possible le terrain que la colonie semblait avoir conquis. Il peut y avoir à cela quelque raison à laquelle nous sommes obligés de nous soumettre tant que nous serons colonie. Il est des gens qui prétendent que plus vite nous serons maîtres chez nous mieux cela vaudra. Je ne veux pas me prononcer sur cette question qu'il est bon pourtant de débattre, et que le peuple peut d'un moment à l'autre être appelé à résoudre.

Pétrus.—Mais il me semble que le sens commun suffit pour dire qu'un peuple doit mieux savoir que des étrangers ce qu'il lui faut et que par conséquent plus vite nous mènerons nos affaires à notre guise mieux cela sera pour nous.

Bonsens.—Le sens commun dit peut-être cela ; mais le sens commun ne gouverne pas le monde. On appelle déloyaux, rebelles, ceux qui l'invoquent et tout est dit.

Quenoche.—On ne me fera jamais comprendre comme quoi dans nos affaires municipales nous devrions consulter la fantaisie d'un comté d'en bas de Québec. Et je ne vois pas pourquoi non plus nous devons arranger les affaires de la province selon le caprice de gens de l'autre côté de la mer. Ce serait plus simple de les mener à notre goût.

Bonsens.—Tout cela peut-être vrai, mon ami, mais enfin il faut prendre les choses comme elles sont et non pas comme nous les voudrions. Donc pour en revenir à notre histoire, l'Angleterre notre mère-patrie est, comme vous savez, un pays qui possède beaucoup de manufactures et qui par conséquent emploie beaucoup d'ouvriers. Elle est obligée pour vivre et prospérer de chercher partout des marchés pour ses marchandises. Mais elle n'est pas seule dans le monde qui travaille. Il y a d'autres gens, comme les français, les belges, les allemands, les américains, qui se sont mis à construire des moulins de toutes les espèces

pour faire des marchandises de toutes les façons. L'Angleterre ne produit pas chez elle les grains et autres nourritures dont ses ouvriers ont besoin. Ses colonies même, ne suffisent pas pour cela et ne sont pas assez riches pour lui acheter tout ce qu'elle fait. Elle se décida donc un jour à chercher un moyen d'empêcher les autres nations de la supplanter. Après avoir bien ruminé, après s'être bien chicanés, ses hommes d'Etat pensèrent que le moyen le plus simple pour l'Angleterre était de donner ses effets à meilleur marché que les autres ne le pourraient faire.

François.—Ce n'est pas bête ça, hein, pour des anglais qui ordinairement veulent vendre tout plus cher que les autres.

Bonsens.—Oui, mais ce n'était pas si facile. Les ouvriers, pauvres malheureux qui travaillaient de quinze à dix-huit heures sur vingt-quatre, n'étaient payés que juste ce qu'il fallait pour les empêcher de mourir de faim, ou comme l'on dit, juste assez pour tenir ensemble l'âme et le corps.

Pétrus.—Est-ce possible, monsieur Bonsens, ce que vous nous dites-là. Je croyais que les anglais étaient tous riches comme des milords. On dit pourtant qu'il y en a qui ont des cent louis à manger par jour.

Bonsens.—C'est vrai ; et il y en a qui ont beaucoup plus que cela. Mais cette grande richesse-là provient, vois-tu, de ce qu'il y en a beaucoup qui n'ont presque rien à manger par jour. Dans un pays comme l'Angleterre dont le sol ne produit pas grand'chose, c'est le travail qui seul fait l'argent. Si un homme riche emploie mille hommes qui lui gagnent une piastre par jour, et qu'il les paie un écu, cela lui donne cinq cent piastres de profit clair par jour.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Mais alors pourquoi ces ouvriers-là ne travailleraient-ils pas pour leur propre compte. Si j'étais à leur place, moi, j'aurais bientôt planté-là ces gros messieurs pour prendre boutique moi-même.

Bonsens.—Ce n'est pas aussi facile que tu penses, mon pauvre Quenoche. Pour établir une boutique, une manufacture, il faut un terrain ; pour faire marcher la plus petite mécanique il faut ou un pouvoir d'eau ou du charbon. Or dans ce pays là toute la terre, toutes les rivières, toutes les mines appartiennent à un petit nombre de familles qui par-là sont

maîtresses de tout le reste. Il faut s'engager à travailler pour elles ou crever de faim ; il n'y a pas de milieu. Ces familles là donc, étant aussi propriétaires des terres qui produisent du grain, les légumes et autres effets qu'elles vendaient à leurs ouvriers en question, mettaient autrefois des droits sur les mêmes effets venant de l'étranger de sorte qu'elles avaient pour les leurs un plus gros prix.

Jérémie.—Voyez-vous ça ! Pas bête, hein, ces grosses familles-là. C'est pas étonnant si elles sont riches. Moi aussi je serais riche si je pouvais demander ce que je voudrais pour mon grain, pour mes oies et pour mes dindes.

Bonsens.—Oui, mais il vint un temps où les ouvriers coûtaient cher sans que cela profitât à ces pauvres diables. Il fallait chercher un moyen de les faire travailler à meilleur marché pour pouvoir lutter avec les ouvriers des autres pays où la terre et les loyers ne sont pas si chers que dans la Grande-Bretagne. Après bien des pourparlers et de l'opposition et des midi à quatorze heures, le parlement anglais decida que pour que les ouvriers anglais pussent travailler à meilleur marché, il fallait les nourrir à meilleur marché. Alors ils ôtèrent les droits d'entrée sur les grains qui venaient des pays étrangers. Les américains de l'ouest qui ont des terres qui semblent faites exprès par la providence pour donner du blé en toute abondance et presque sans travail ; qui n'ont pas besoin d'hiverner leurs animaux et qui peuvent par conséquent cultiver à meilleur marché que nous, se mirent à cultiver le blé et le blé-d'inde en grand pour les envoyer en Angleterre où les portes leur étaient ouvertes. Nous autres colons qui étions accoutumés à la protection sur les marchés anglais en qualité de sujets, nous fûmes alors placés sur le même pied que les étrangers. Ça ne faisait pas l'affaire de nos marchands, de nos spéculateurs ni des fermiers du Haut-Canada. Ils se dirent : puisque l'Angleterre ne nous traite pas mieux que les américains, nous ferions mieux de nous mettre américains.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Ces marchands et ces fermiers ne sont donc pas des loyaux sujets qu'ils voulaient comme ça abandonner leur reine ?

Bonsens.—Mon pauvre ami, la loyauté est une chose qui marche le plus souvent

avec l'intérêt; et c'est assez juste, après tout; car le principal devoir et la première utilité d'un gouvernement sont de favoriser, de protéger, d'augmenter l'aisance des gouvernés. Il se fit alors grand bruit dans le pays; des assemblées eurent lieu de tous les côtés où l'on adopta des résolutions déclarant que l'intérêt du pays serait de s'annexer paisiblement aux États-Unis. Des manifestes à cet effet furent signés ouvertement par les hommes les plus marquants. A la fin le gouvernement s' alarma. Il y avait alors à la tête des affaires du Canada lord Elgin, rusé compère qui fit comprendre à ses ministres et au gouvernement de la Grande-Bretagne qu'il serait à propos de faire avec les américains un traité par lequel on leur donnerait le droit de pêcher dans le golfe Saint Laurent, le droit de naviguer notre fleuve et nos canaux et d'entrer tous leurs produits naturels dans le Canada sans payer de douane, à condition qu'ils nous laisseraient entrer les mêmes produits aux États aux mêmes conditions. Les américains, qui ne sont pas manchots et qui savent que les relations commerciales font lier connaissance et que quand on se connaît on veut se rapprocher davantage, consentirent à toutes ces propositions. C'est ce qu'on appelle le traité de réciprocité.

Androche.—Tiens, tiens, je n'avais jamais bien compris ce qu'on voulait dire par-là. Et vous, monsieur Languille?

Languille.—J'étais au collège quand cette convention a eu lieu et on ne nous y parle pas beaucoup de ces vétilles-là. On nous enseigne des choses plus importantes, comme par exemple l'enlèvement des Sabines, la bataille de Marathon, celle de Pharsale, le passage des Thermopyles.

Pétrus.—Il me semble pourtant qu'il est bon de connaître aussi un peu le passage des rapides de Chambly, ceux de Lachine et combien les bateaux paient pour les traverser.

Languille.—Vous avez peut-être raison et je dois avouer humblement aussi que je savais que nous avions avec les américains ce qu'on appelle un traité de réciprocité; mais j'ignorais au juste en quoi il consistait et surtout à quelle occasion il avait été fait.

Quenoche.—Quand je vous disais qu'on apprenait encore quelque chose avec nous autres!

Bonsens.—Dès que le traité fut mis en force, le pays prit une activité nouvelle. On se mit à cultiver l'orge, l'avoine, à faire du beurre, à élever des chevaux, toutes choses qui se vendent bien aux États-Unis, mais qu'on ne pourrait pas envoyer avec profit en Angleterre. Montréal augmenta rapidement en richesse. On fit le chemin de fer du Grand Tronc qui n'aurait pas été nécessaire peut-être d'ici à deux ou trois cents ans sans le traité de réciprocité et le voisinage des riches américains, et les billets de nos banques, les vieilles piastres françaises et les chelins anglais disparurent pour faire place aux trente sous et aux écus américains.

Jérémie.—C'est vrai, on ne voit plus que ça; mais le malheur est qu'on perd trois ou quatre sous par piastre.

Pétrus.—Quitte à perdre dessus je n'ai pas d'objection à en avoir à pochetées. Il me semble que ça sera bien plus triste si par hasard le traité cassé arrête notre commerce et chasse les trente sous. Mais pourquoi les américains refusent-ils de continuer comme avant?

Bonsens.—Vous savez tous qu'ils viennent d'avoir une guerre terrible avec les gens du Sud qui voulaient se séparer du Nord pour détruire cette grande république et conserver parmi eux à jamais l'esclavage. Nous n'avions rien à faire dans cette querelle et nous pouvions fort bien demeurer à l'écart tout en leur souhaitant même du succès à ces gens-là qui faisaient tant de sacrifices pour abolir une fois pour toutes cet esclavage qu'on leur reprochait comme une tache.

Pétrus.—D'autant plus que pendant toute leur guerre ils nous achetaient plus de chevaux, d'avoine et d'orge que jamais. J'en sais quelque chose, allez.

Bonsens.—Le malheur est que les gens qui n'aiment pas l'espèce de gouvernement qu'ont les américains les ont crus perdus, finis à tout jamais; alors ils se sont mis à les décrier, à les ridiculiser, à les insulter dans les journaux. Le gouvernement libéral qui demeura au pouvoir pendant peu de tems en Canada fit tout ce qu'il put pour agir loyalement à l'égard de nos voisins. Il empêcha plusieurs conspirations organisées sur notre territoire et en prévint le gouvernement des États-Unis comme cela se fait dans les pays honnêtes. Tant que le gouvernement agit ainsi on ne parla pas dans les États-Unis d'abolir le traité. Mais

notre gouvernement changea et se composa d'hommes qui désiraient de tout leur cœur la ruine de nos voisins. Les journaux officiels redoublèrent d'insultes pour le nord, de sympathie pour le sud. Des gens du sud se crurent en pays d'alliés en Canada : aussi vit-on dans les rues de nos grandes villes les dignitaires du sud se pavaner comme chez eux, comploter ouvertement contre leurs anciens compatriotes, et prendre tous les moyens possibles pour amener une guerre entre l'Angleterre et les Etats du nord. Ils poussèrent même l'audace jusqu'à organiser des expéditions de maraude sur notre territoire et à s'y réfugier après les avoir exécutées, sans que nos tribunaux ou notre gouvernement aient rien fait de sérieux pour les en empêcher. Notre gouvernement imagina ensuite le beau projet de confédération qui devait se résoudre en monarchie, avec armée permanente, titres, noblesse..

Julien.—Oui ! l'on voulait faire au nord ce que l'empereur des français faisait au sud dans le Mexique.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Mais je pense qu'on a chatouillé un peu trop fort nos voisins qui sont déjà pourtant assez chatouilleux de leur naturel.

Pétras.—Oui et ils ont dit je pense comme ce gros Muscade : y a des imites !

Bonsens.—Oui et c'est de ce moment-là qu'ils ont résolu de cesser d'être avec nous sur le même pied d'amitié. Ils ne nous ont pas fait grands reproches ni grandes menacés. Ils nous ont seulement dit : Allez vendre vos effets où vous pourrez. Et ils ont aboli le traité de réciprocité.

Androche.—Comment, comment, c'est le gouvernement qui est cause que nous vendrons notre avoine, notre orge, nos chevaux et notre beurre moins cher ?

Jean-Claude.—Si je croyais ça ils n'auraient pas mon vote à la prochaine élection.

Pétras.—Ça sera un peu tard alors. Voilà ce que c'est que de se laisser conter toutes sortes d'histoires par des beaux parleurs, au lieu d'essayer de juger par nous-mêmes. C'est toujours bien diablant.

Quenoche.—Et ces velimeuses de gazettes qui nous disent que ce serait bien heureux si nous n'avions jamais rien à faire avec les américains ! Est-ce qu'elles vont nous payer le dommage à présent ?

Bonsens.—Écoutez, je pense que le

gouvernement a bien senti qu'il a fait un faux pas, car il a fait tout ce qu'il a pu depuis pour adoucir les américains. Il a donné un remplaçant au juge qui a mis en liberté les maraudeurs de St. Albans ; il a payé une partie de l'argent volé ; il a envoyé ses deux hommes les plus capables à Washington offrir les avantages les plus séduisants, faire les promesses les plus flatteuses ; rien n'y a fait et le gouvernement américain s'est contenté de leur mettre des conditions qui équivalent à une annexion du Canada au territoire des Etats. Je ne sais comment cela finira, mais il me semble que nous n'avons pas montré beaucoup de sagesse.

Languille.—Mais qui aurait pu croire aussi que les gens du Nord se seraient tirés de leur guerre civile comme ils l'ont fait.

Bonsens.—Tous ceux qui les connaissent pour les avoir vus de près. Tous ceux qui ont étudié le jeu de leurs institutions et le caractère de la nouvelle nationalité qu'elles ont créée. Tous ceux enfin qui n'ajoutent pas une foi aveugle aux stupides histoires que débitent les écrivains qui diraient demain tout le contraire si les américains leur montraient leur épée ou leur argent.

Languille.—Mais enfin monsieur Bonsens, le gouvernement a envoyé des ambassadeurs dans d'autres pays pour trouver des nouveaux marchés pour nos effets. Il n'y a pas que les américains dans le monde !

Bonsens.—Mon cher jeune monsieur, c'est vrai ; mais nous n'avons qu'eux pour voisins, à moins que vous ne comptiez sur les esquimaux pour nous acheter nos produits. J'ai couru le monde moi qui vous parle et je vous dirai que ce ne sont pas les ambassadeurs qui font le commerce. La marchandise cherche l'argent et l'argent cherche le bon marché. Le plus simple commis vaut pour cela tous les ambassadeurs possibles. On est allé sans le gouvernement chercher le thé en Chine, le sucre et la mélasse dans les îles. Le Brésil dont on nous parle est plus éloigné de nous que l'Angleterre qui est déjà trop loin pour que nous lui portions bien des choses. L'ambassade n'aura pas servi à grand chose sinon peut-être aux ambassadeurs qui auront fait un beau voyage en gagnant un joli salaire, à moins toutefois qu'ils n'aient attrappé le choléra ou la fièvre jaune.

Pétras.—Mais, si c'est comme ça, les fermiers du Haut-Canada et les marchands ne vont-ils pas recommencer à crier à l'annexion comme avant qu'on leur ait bouché le bec avec le traité de réciprocité ?

Bonsens.—Cela pourrait bien arriver. Qui vivra verra. Le parlement va probablement bientôt se rassembler, car le gouverneur-général est revenu sans doute pour cela. Pour ma part j'ai grande hâte de voir quelle mine vont faire nos ministres dont tous les beaux plans sont fort endommagés. La confédération n'est guère prête ; les fortifications qu'on devait construire cet été sont plus inutiles que jamais ; le chemin de fer intercolonial était une condition de la confédération et la confédération une condition du chemin de fer intercolonial ; la milice a cessé d'amuser les gens, enfin celui qui a fait la coalition, le terrible monsieur Brown a filé entre les doigts de ses capteurs plus revêché que jamais. A moins que tout cela soit une comédie, je vous dis qu'il doit être plus agréable pour les hommes de cœur d'être hors du ministère que dedans.

Languille.—Eh ! bien, monsieur Bonsens, si les américains, ne veulent pas faire le commerce avec nous sur un pied d'égalité nous allons avoir la confédération dans laquelle entreront le Canada, le Nouveau Brunswick, la Nouvelle Écosse, l'Île de Terre-Neuve et l'Île du Prince-Édouard. Nous ferons le commerce ensemble et les américains seront bien attrapés. Ils viendront nous supplier de recommencer un nouveau traité de réciprocité. Mais alors nous ne voudrons pas ; nous leur ferons alors des conditions telles qu'ils ne pourront pas les accepter.

Bonsens.—Oui je sais que c'est ce que disent aujourd'hui bien des journaux qui pourtant auraient annoncé en grosses lettres comme une victoire éclatante si messieurs Galt et Howland, les deux membres les plus habiles de l'administration actuelle, avaient pu réussir à obtenir le renouvellement du traité. Mais, mon cher monsieur, je ne crois pas que la confédération soit un remède bien efficace pour réparer le tort que feront à nos agriculteurs et à nos marchands les entraves apportées à notre commerce avec nos voisins. Je ne comprends pas comment cinq cultivateurs et marchands qui séparément ne peuvent trouver à vendre

leurs grains et leurs marchandises et qui par conséquent redoutent la banqueroute peuvent se sauver et s'enrichir en s'associant, en prenant maison sur un plus grand pied, en augmentant leurs dépenses.

Pétras.—Et moi non plus je ne comprends pas beaucoup cela. Imaginez donc cinq chevaux boiteux qui s'attellent à la même voiture pour aller plus vite !

Languille.—Vous pouvez rire, mais nous avons des ministres qui ont encore plus d'un tour dans leur sac. Attendez la prochaine session et vous allez voir ce que notre administration proposera pour donner un croc en jambe à nos voisins qui seront bien penauds alors. J'en ai entendu parler à travers les branches et ça m'a l'air joliment imaginé.

Quenoche.—Vous avez qu'à voir ! Racontez nous donc cette imagination-là, s'il vous plaît.

Languille.—C'est bien simple. Le Parlement passera une loi pour laisser entrer toutes les marchandises anglaises sans droit de douane. On mettra des taxes directes pour payer les frais du gouvernement et l'intérêt de notre dette. Alors il se fera un grand commerce de contrebande sur toute la frontière.

Bonsens.—Je pense que le remède serait un peu violent, mais je ne sais pas s'il serait efficace. Dites-moi, mon jeune monsieur, si vous pensez que les américains laisseraient ainsi faire la contrebande sans essayer d'arrêter les contrebandiers ? Qu'arriverait-il s'ils les poursuivaient et venaient les arrêter jusque sur le territoire canadien ?

Jérémie.—Hum ! je crois qu'il faudra tâcher de trouver quelque autre imagination, car celle-là pourrait nous mettre dans des dépenses dont on ne verrait guère la fin.

Jacqueline.—Eh ! messieurs, la table est mise ; vous excuserez ; vous savez, c'est sans cérémonie. Je n'ai pas grand'chose ; mais enfin c'est de bon cœur. Si j'avais été prévenue ; mais comme ça à l'improvise il faudra vous contenter de ce qu'il y aura.

Quenoche.—Oh ! mam'zelle Jacqueline, on connaît votre pas grand'chose. Quand on est quatre il y en a pour huit.

(A Continuer.)